LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Erliefnis Baggerweier ASBL
75, Route du vin
L-5440 Remerschen

N/Réf. : 2026-000917

Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après la « loi modifiée du 18 juillet 2018 » et ses règlements d'exécution modifiés du 1er août 2018 ;

Considérant la demande et les annexes du 3 avril 2026, versées par Erliefnis Baggerweier ASBL, aux fins d'obtenir l'autorisation pour l'aménagement d'un carpodrome comprenant un chalet buvette et de stockage, un chalet pour la vaisselle, un conteneur amovible, une terrasse en bois accessible pour tous, une station de tri des déchets, un espace cuisine ainsi qu'un terrain de pétanque, sur des fonds inscrits au cadastre de la commune de Schengen, section RC de Flouer, sous les numéros 764/5559 et 534/4565 ;

Considérant la zone de protection spéciale LU0001029 « Région de la Moselle supérieure » et la zone de protection spéciale LU0002012 « Haff Réimech » faisant partie intégrante du réseau Natura 2000,

Arrête :

Conditions

Article 1.- Les travaux sont réalisés sur des fonds inscrits au cadastre de la commune de Schengen, section RC de Flouer, sous les numéros 534/4565 et 764/5559, conformément à la demande et aux documents soumis, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent document.

Article 2.- Aucun biotope protégé ou habitat visé par l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 et de son règlement d'exécution modifié du 1er août 2018 n'est réduit, détruit ou détérioré aussi bien dans la partie aérienne que souterraine.

Article 3.- Les travaux sont réalisés conformément aux instructions du préposé de la nature et des forêts (Triage de Schengen, tél : 621 202 112).

Informations

La présente est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

En vertu de l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, l'autorisation est à afficher aux abords du chantier.

Recours

Contre la présente décision, un recours en annulation peut être introduit devant le Tribunal administratif. Il doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision.

Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le Tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être déposée auprès du Médiateur – Ombudsman. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Transmission

Conformément à l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018, une copie de la présente est adressée à l'administration communale ou aux administrations communales territorialement compétente(s).

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement